

Jusqu'à maintenant, le gouvernement a donné relativement peu de précisions quant à sa politique à l'égard de l'Europe. Certaines grandes lignes ont été esquissées, mais l'accent a été mis sur la continuité: continuité dans le respect de nos obligations envers l'OTAN; continuité dans la recherche de relations plus étroites avec une Communauté européenne en mutation; continuité dans la confirmation et dans l'élargissement de la détente comme cadre à l'intérieur duquel les relations Est-Ouest devraient être poursuivies; et continuité dans le développement des nombreuses possibilités que le Canada peut exploiter dans ses relations bilatérales avec les pays européens.

L'accent sur la continuité est sensé. Il indique à nos alliés et partenaires qu'ils peuvent compter sur le Canada comme un ami fidèle et sûr. Il indique à tous les pays européens que des intérêts canadiens sont profondément engagés en Europe. Il indique que le Canada aborde les problèmes de la sécurité et de la coopération en Europe non pas dans un esprit d'agressivité et d'affrontement, mais avec un réalisme sobre et une conscience profonde de la dimension humaine de ces problèmes.

Parallèlement, il y a aussi lieu de procéder à une réévaluation. Il est clair depuis un certain temps que l'expansion et la consolidation de la Communauté européenne posent pour le Canada des problèmes complexes qui exigent toute son attention. Vous vous rappellerez que la dernière analyse systématique de nos relations avec l'Europe a résulté en ce que l'on a appelé la troisième option, qui a à son tour donné naissance à l'Accord-cadre appelé "lien contractuel".

Quelle que soit l'intention, l'implication d'un choix entre l'Europe et les États-Unis était regrettable. La relation avec les États-Unis continuera d'être, de loin, la plus importante que le Canada entretienne avec un pays étranger. Il est inconcevable que nous cherchions à mener cette relation dans un esprit autre que celui de la coopération la plus étroite possible. Cela dit, les démocraties industrielles d'Europe occidentale, tant individuellement que par l'entremise de la Communauté européenne, auront et continueront d'avoir une place importante dans notre politique étrangère en tant que partenaires commerciaux, en tant qu'alliés, et en tant que colégataires d'un patrimoine d'histoire, de culture et d'institutions.

Une fois cette prémisse acceptée, il est, je pense, trois questions générales qui devraient retenir notre attention dans les mois à venir. En premier lieu, comment pouvons-nous sensibiliser la Communauté à nos vues et à nos intérêts à un moment où ses membres canalisent leurs énergies vers l'harmonisation interne de leurs politiques? En deuxième lieu, quelles mesures pouvons-nous prendre pour accroître de part et d'autre nos avantages dans les secteurs du commerce, de l'investissement et de l'échange de technologies? En troisième lieu, comment pouvons-nous fusionner nos intérêts économiques et de sécurité en Europe de sorte qu'ils se soutiennent mutuellement ou, à tous le moins, de sorte que les grandes composantes de nos politiques n'entrent pas en conflit?

Je pense que les réponses à ces questions auraient pour effet de revigorer nos relations avec l'Europe et d'ouvrir des possibilités stimulantes dans les années à venir.

---